

Et pendant ce temps, à Gaza...

L'attention internationale se détourne de la Palestine. Pour sortir de l'isolement, un seul moyen, estime un commentateur de Ramallah : reconnaître Israël et abandonner la lutte armée. Mais sous conditions...

Cent quarante-sept morts depuis un mois, dont vingt et un pour la seule journée du 26 juillet. Ce bilan prouve que l'ouverture d'un "deuxième front" au Liban n'a nullement abouti à un allègement de la pression israélienne sur les Palestiniens. Israël a au contraire profité du fait que l'attention de la communauté internationale était focalisée sur le seul Liban. Les nouvelles de Palestine n'intéressent personne. Même quand la population est bombardée, les maisons démolies, le blocus renforcé, les ministères des Affaires étrangères, de l'Economie et de l'Intérieur pris pour cibles à Gaza, cela ne vaut plus désormais que quelques entrefilets en pages intérieures des journaux. Pas étonnant, dès lors, que, pour ceux qui décident au niveau international, la Palestine figure en fin de liste des préoccupations.

Une visite de pure forme de Condoleezza Rice

Le fait que Condoleezza Rice ait fait un détour par Ramallah lors de sa dernière tournée, le 25 juillet, n'y change rien, pas plus que sa rencontre de pure forme avec Mahmoud Abbas. Elle a délivré un message on ne peut plus clair aux Palestiniens : réglez vous-mêmes vos affaires intérieures et ne les liez surtout pas au dossier libanais, surtout en ce qui concerne les prisonniers (palestiniens détenus par Israël).

Bien que je sois en désaccord total avec le contenu des propositions américaines, il n'en reste pas moins que nous devons effectivement régler nos affaires sans plus attendre et mettre de l'ordre dans la maison palestinienne. Il faut commencer par revoir le mémorandum élaboré par les prisonniers palestiniens détenus en Israël (qui avait dominé les débats durant tout le printemps). Ce nouveau mémorandum ne restera peut-être que de l'encre sur le papier, mais il aura au moins le mérite de renouveler la trêve intérieure entre le Fatah et le Hamas. Si cette trêve n'est pas consolidée, elle s'effondrera à la première crise, à la première occasion saisie par toutes les factions qui ne veulent pas d'une entente nationale entre Palestiniens. Ces factions, peu nombreuses mais présentes au sein de tous les partis, au sein de l'Autorité, dans les organisations civiles et dans le secteur privé, auraient tout à perdre à une normalisation de la situation. L'anarchie, le délitement de l'appareil sécuritaire, la paralysie de l'Autorité palestinienne, les luttes de pouvoir, tout cela a favorisé les profiteurs, auxquels le statu quo assure des avantages matériels et de l'influence.

Il faut former un gouvernement d'union nationale le plus rapidement possible. C'est la condition sine qua non pour briser l'isolement international du gouvernement (du Hamas) et l'embargo économique. L'obstacle à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, c'est le programme politique. Soyons le plus clair possible : si le prochain gouvernement veut sortir de l'ostracisme, il devra accepter d'une manière ou d'une autre les trois conditions posées par la communauté internationale (reconnaissance de l'Etat d'Israël, respect des accords signés, notamment ceux d'Oslo, renonciation à la lutte armée et au terrorisme). Cela étant dit, il y a de la marge pour assortir cette acceptation de certaines exigences. La reconnaissance d'Israël, par exemple, pourrait être assortie de l'affirmation du droit des Palestiniens à constituer leur Etat. De même, il n'y aurait pas lieu de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif, puisque cela affaiblirait considérablement la situation des Palestiniens qui ont la nationalité israélienne (près de 20 % de la population israélienne est constituée de Palestiniens). Quant aux accords signés, ils ne sont de toute façon pas observés. Israël les a tous rendus caducs par sa politique de réoccupation, de blocus et de politique unilatérale. Enfin, l'abandon de la lutte armée pourrait être conditionné à la fin de l'occupation et à l'arrêt de la construction de colonies et du mur de séparation.

Tous les partis palestiniens devraient pouvoir souscrire à cette approche de concessions sous condition, d'autant plus que, de toute façon, il n'existe aucune perspective de processus de paix sérieux. En revanche, l'actuel immobilisme politique palestinien n'a aucun sens. Ses partisans, dans tous les partis et factions, prennent prétexte des événements du Liban. Ils disent attendre de voir sur

quoi le conflit va déboucher. Mais, quelle que soit l'issue de cette guerre, les Palestiniens doivent être prêts à sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent.

Hani Al-Masri

Article paru dans Le Courrier International (traduit du journal palestinien Al-Masri) le 8 août 2006.